



Numéro 131 - Juin 2008

## NOTRE OPINION

- Le coût de la consommation excessive de papier

## LE GASPILLAGE DE PAPIER : UNE QUESTION POLITIQUE

- Appel des écrivains et journalistes pour une industrie papetière écologiquement et socialement propre
- Vidéo sur les effets de la surconsommation de papier
- Du papier, du papier partout...
- "Shrink" : une nouvelle campagne contre la folie de la surconsommation de papier
- Le Pays des Merveilles de la Confédération des industries papetières européennes

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Afrique : l'AGRA menace la souveraineté alimentaire
- Inde : un cas de conservation non participative dans la réserve de tigres de Buxa
- Malaisie : l'exploitation forestière amène dans son sillage la monoculture d'arbres au Sarawak
- Pérou / Brésil : le droit à l'autodétermination des peuples en isolement volontaire

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Chili : les esclaves modernes du boum forestier
- Côte d'Ivoire : Les plantations de palmiers d'Unilever/palm-CI détruisent la forêt des Marais Tanoé
- Indonésie : les meurtres commis par Perhutani dans les plantations de teck de Java oriental – une « gestion commune des forêts » doublement dénaturée
- Ouganda : des milliers d'autochtones expulsés du parc national de Mount Elgon certifié par le FSC

## NOTRE OPINION

### – Le coût de la consommation excessive de papier

Quand on analyse les processus de destruction de l'environnement, on trouve en général une série de causes, que l'on classe en causes directes et causes sous-jacentes. Par exemple, une cause directe de la destruction des forêts est leur transformation en plantations de soja (Brésil, Paraguay), de palmier à huile (Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Colombie), de pins (Chili), d'eucalyptus (Brésil, Équateur). Or, derrière cette cause facilement identifiable il y en a d'autres – les causes sous-jacentes – qui sont celles qui, en définitive, ont déterminé et rendu possible une telle conversion.

Les causes sous-jacentes peuvent être diverses et avoir des rapports entre elles : la construction de routes qui ont permis la pénétration des entreprises dans la forêt ; les crédits des banques multilatérales qui ont rendu possible la construction de ces routes ; les pressions du Fonds monétaire international pour accroître les exportations afin de rembourser la dette extérieure ; les conseils de la FAO et d'autres organismes de « coopération » en faveur des plantations mentionnées ; la promotion des agrocarburants de la part de l'Union européenne, et ainsi de suite.

Pourtant, presque tous les processus de destruction de l'environnement ont en commun une même cause sous-jacente : la surconsommation. Il en existe des exemples à foison. La destruction sociale et environnementale que provoquent les industries pétrolière, minière, forestière ou crevettière a été largement documentée. Bien que les produits ainsi obtenus soient consommés dans beaucoup de pays, le gros de la consommation a lieu dans un nombre relativement petit d'entre eux, dont les plus évidents sont les États-Unis, le Japon et les pays membres de l'Union européenne. Cette consommation est donc la cause sous-jacente commune de la destruction des territoires et des moyens de survie de nombreuses communautés du monde.

Dans le cas du papier et du carton, la consommation mondiale a déjà dépassé de loin le seuil de durabilité. Pourtant, l'industrie qui en tire profit prétend la faire augmenter encore. Contrairement à ce que dit la publicité des entreprises, cette augmentation ne vise pas à satisfaire les besoins réels des gens mais à accroître l'usage de papiers et de cartons d'emballage, qui représentent plus de 50 % de la production totale. L'augmentation ne vise pas non plus à produire davantage de livres ou de cahiers, mais à inventer de nouveaux « besoins » de produits jetables (gobelets, nappes, serviettes de papier) qui, utilisés une seule fois, vont grossir les monceaux d'ordures dans les pays riches.

Une telle consommation de papier et de carton requiert un approvisionnement continu d'énormes volumes de matière première homogène et bon marché. L'industrie papetière a d'abord eu recours à des sources qui avaient l'air inépuisables : les forêts de l'Europe, du Japon, des États-Unis et du Canada. Or, du fait de la surconsommation ces sources ont commencé à s'épuiser et l'industrie s'est donc tournée vers l'établissement de grandes plantations d'arbres à croissance rapide (eucalyptus, acacias, pins) qui ont impliqué la destruction de forêts et de prairies dans les pays du Sud (et même dans certaines régions du Nord). Ces plantations toujours en expansion sont en train de devenir la principale source de matière première pour la production de papier. Plus récemment, l'industrie a commencé à déplacer vers le Sud, à proximité des plantations d'arbres, la production de pâte, pour alimenter les papeteries situées à proximité des principaux marchés, ceux du Nord consommateur.

Ce déplacement a plusieurs objectifs, dont le premier est de réduire les coûts grâce à l'accès à des terres bon marché (où, en plus, les arbres poussent dix fois plus vite que dans le Nord), à la main-d'œuvre bon marché, au soutien étatique et à de faibles contrôles environnementaux. Le deuxième objectif, associé au premier, est d'augmenter la production de pâte bon marché pour pouvoir créer de nouveaux « besoins » de consommation de papier. L'accomplissement de ces deux objectifs permet d'atteindre le troisième, qui est le plus important : accroître les profits de l'industrie.

Pourtant, ces coûts économiquement faibles pour les entreprises se traduisent par des coûts sociaux et environnementaux très élevés pour ceux qui en subissent les conséquences. L'expansion des plantations et des usines de pâte est donc résistée par de nombreuses populations de l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, qui établissent des rapports avec des organisations et des initiatives du Nord pour agir de façon plus coordonnée. Pour collaborer avec elles, nous avons consacré une section spéciale du présent bulletin à la consommation de papier, en espérant qu'elle sera utile à ceux qui, dans le Sud comme dans le Nord, participent à cette lutte.

[index](#)

---

## LE GASPILLAGE DE PAPIER : UNE QUESTION POLITIQUE

### – Appel des écrivains et journalistes pour une industrie papetière écologiquement et socialement propre

Le papier est une merveilleuse matière, qui au long des siècles a servi les féconds échanges d'idées entre les êtres humains. Pour nous, qui l'utilisons comme moyen essentiel pour partager ce que nous pensons, imaginons, rêvons, savons ou croyons savoir, le papier reste un outil merveilleux que nous voulons pouvoir continuer à utiliser... mais pas aux dépens des milieux naturels et des populations.

En tant que personnes vivant dans cette réalité, nous sommes conscients des graves injustices et inégalités -sociales et environnementales- résultant de la production et la consommation mondiale de papier.

A la destruction des forêts pour produire du papier, s'est ajoutée la substitution de forêts et prairies par d'immenses monocultures d'arbres qui détruisent les sols, l'eau, les communautés locales et toute vie. Tant la destruction de forêts que l'installation de monocultures d'arbres –qui occupent des terres productrices d'aliments- entraînent d'énormes préjudices pour les populations locales qui voient leurs droits violés, leur milieu détruit, et leurs modes de vie irrémédiablement affectés.

Le cycle destructeur se poursuit par la production de cellulose, dans laquelle un nombre toujours plus réduit d'entreprises toujours plus grandes s'approprient la terre où elles plantent les arbres, l'eau que leurs arbres et usines consomment et polluent, le pouvoir politique qu'elles acquièrent à travers leurs investissements, et le milieu qu'elles détruisent dans les régions où elles s'installent.

A la destruction s'ajoutent les injustices. Les énormes volumes de papier produits à partir de cette cellulose alimentent un "marché mondial", centré sur la consommation des riches et des puissants. Les chiffres moyens (qui cachent d'énormes inégalités au niveau national), montrent que la consommation par personne est au moins dix fois plus importante dans les pays du nord que dans ceux du sud.

Aux injustices s'ajoute la consommation excessive. A simple titre d'exemple, il suffit de voir les montagnes de papier et de carton qui s'accumulent nuit après nuit dans les rues des grandes villes des pays du nord pour comprendre que la plus grande partie de la production de cellulose ne devient pas livres, journaux ou revues, mais simplement déchets. En général, au moins la moitié de la cellulose produite est destinée aux papiers et cartons d'emballage dont la plus grande part est totalement inutile.

Nous ne voulons pas du papier produit de cette manière. Nous ne voulons pas être complices des destructions écologiques et sociales que cela implique. Nous ne faisons pas confiance aux organismes de certification qui ont donné leur label "développement durable" à ces mêmes monocultures d'arbres dont nous connaissons les impacts.

Cette situation est arrivée aux limites du tolérable, et en sortir exige des politiques qui découragent la consommation inutile, et défendent un usage rationnel et socialement utile du papier, en assurant un usage équitable du papier entre pays et à l'intérieur des pays, et en incitant au développement de filières diversifiées et de moindre échelle pour la production de cellulose, et au respect des personnes et des milieux.

Cette proposition est parfaitement viable et il n'existe pas d'obstacles techniques pour la réaliser. Le seul et véritable barrage vient des intérêts économiques des grandes entreprises, dont l'objectif est de continuer à augmenter leurs bénéfices en imposant une consommation croissante et illimitée de papier. Il est temps s'y opposer.

Nous lançons donc à ceux qui, comme nous, veulent pouvoir continuer à communiquer grâce à cette matière merveilleuse qu'est le papier, un appel à se joindre à ce combat pour un papier écologiquement et socialement propre.

Victor Bacchetta, Nimmoo Basse, Jordi Bigues, Elizabeth Bravo, Ricardo Carrere, Antonio Franco, Mempo Giardinelli, François Houtart, John Karumbizda, Kintto Lucas, George Monbiot, Edgar Morin, Guillermo Núñez, Wale Okediran, Ike Okonta, Noel Rajesh, Ana Cristina Rossi, Vandana Shiva

Le WRM soutient pleinement cette initiative et invite les écrivains, les poètes et les journalistes qui sont d'accord avec son contenu à renforcer l'appel en le signant. Ce faisant, vous rejoindrez la lutte pour un papier socialement et écologiquement propre et amplifierez les voix de ceux qui disent « assez ». De même, nous invitons tous ceux qui

partagent ce point de vue à faire connaître cette initiative à d'autres écrivains, poètes et journalistes susceptibles de l'appuyer.

Ceux qui souhaitent adhérer à cet appel peuvent le faire sur : <http://www.wrm.org.uy/plantations/ecrivains.html>

[index](#)

---

### – Vidéo sur les effets de la surconsommation de papier

Nous avons produit une vidéo de 10 minutes (en anglais) sur les impacts de l'industrie papetière. Nous espérons qu'elle sera utile à ceux qui font campagne contre la surconsommation de papier et qu'elle permettra d'établir des liens entre ces campagnes et les luttes des populations contre l'expansion des plantations d'arbres et des usines de pâte dans le Sud.

La vidéo est disponible sur : [http://www.wrm.org.uy/Videos/Paper\\_Consumption.html](http://www.wrm.org.uy/Videos/Paper_Consumption.html)

[index](#)

---

### – Du papier, du papier partout...

Le papier est un matériel auquel bien des habitants des pays industrialisés n'accordent aucune importance. Des millions d'arbres sont abattus, transformés en pâte puis en papier, et celui-ci est imprimé et jeté ensuite sans même l'avoir lu. Pourquoi traitons-nous le coton, le lin et d'autres tissus faits avec des fibres végétales avec beaucoup de respect – les lavant avec soin, les repassant même quand ils se déchirent – mais jetons à la poubelle des feuilles de papier à peine usagées, alors qu'elles ont été faites en broyant des arbres, les organismes vivants les plus vieux de la planète ?

Cela est dû en partie au fait que la plupart du papier que nous retrouvons sur notre chemin nous parvient gratuitement, souvent sans que nous l'ayons demandé. Notre consommation de papier est surtout un effet secondaire de l'achat d'autres articles que nous voulons vraiment avoir : les magazines, les journaux et les livres sont des sources d'information, l'emballage empêche que les objets que nous désirons se salissent ou s'écrasent, et ainsi de suite. Il est relativement rare que nous achetions directement des produits en papier ; comparativement, les cahiers et les rouleaux de papier hygiénique sont l'exception plutôt que la règle. Les imprimés publicitaires, les catalogues et les journaux gratuits nous poussent à considérer le papier comme un matériel sans valeur ou presque ; après tout, personne ne donnerait quatre millions de journaux gratuits, rien qu'à Londres, si cela valait quelque chose, n'est-ce pas ?

Au peu de valeur du papier s'ajoute l'impression qu'il s'agit d'un produit naturel, inoffensif et plutôt bon. Or, sans être de l'uranium, le papier est un problème écologique et social grave en raison de son volume. La consommation de papier a quadruplé au cours des quatre dernières décennies, et sa production consomme presque la moitié du bois abattu industriellement dans le monde, plus d'eau que tout autre produit industriel et autant d'énergie par tonne que l'acier. Chaque tonne de papier requiert pour sa production 98 tonnes d'autres ressources, et le papier est le principal élément du flot d'ordures de la plupart des pays consommateurs. Pour atténuer notre impact sur la planète, il serait bon de commencer par utiliser moins de papier.

L'industrie mondiale de la pâte et du papier tourne grâce à l'argent de ceux qui achètent ses produits, dont la plupart se trouvent dans les pays fortement consommateurs du Nord. Ainsi, notre pouvoir d'achat est un levier puissant pour provoquer un changement systémique dans cette industrie. Si la demande de ses produits diminuait, elle disposerait de moins d'argent pour son expansion dans le Sud. Une réduction de la demande de papier en Europe permettrait au moins de compenser l'augmentation probable de la demande à d'autres endroits. Si un cinquième de la population du

monde qui utilise à l'heure actuelle la plupart du papier réduisait sa consommation de moitié, ceux qui emploient aujourd'hui très peu de papier pourraient en consommer davantage sans qu'il soit nécessaire d'en augmenter la production mondiale.

Il est facile de trouver des moyens de diminuer l'usage de papier. Le nouveau site web [www.shrinkpaper.org](http://www.shrinkpaper.org) fait une série de suggestions et invite les gens à s'y engager, qu'il s'agisse d'employer des mouchoirs en coton ou d'adopter un système de classement électronique. Les organisations et les entreprises peuvent elles aussi économiser facilement du papier. Beaucoup d'entre elles ont déjà fait quelques pas dans la bonne direction ; après tout, elles peuvent économiser de l'argent en réduisant les frais de papier et les dépenses connexes (impression, affranchissement, stockage, etc.). De nombreuses entreprises estiment qu'elles peuvent facilement réduire leur consommation de papier de 30 % ou plus en faisant quelques changements simples dans le fonctionnement de leurs bureaux.

Mais si c'est tellement facile, comment se fait-il que, des années durant, la réduction de la consommation de papier n'ait pas été au centre des programmes des campagnes pour les forêts ? Il y a une résistance à faire des campagnes sur la réduction de la consommation, qui se manifeste parfois comme « ne pas vouloir donner l'impression que le papier est plus mauvais que d'autres matériels, comme le plastique », ou « ne pas vouloir que les gens se sentent coupables de leur mode de vie » ou qu'ils « s'inquiètent d'avoir l'air de s'opposer à la croissance ». Le résultat est que beaucoup de campagnes sur le papier semblent dire que ce qui compte est d'utiliser du papier fait à partir de fibres obtenues de façon plus durable, quelle qu'en soit la quantité. En fait, les deux choses comptent : l'origine des fibres et la quantité.

Pourquoi notre consommation de papier augmente-t-elle sans cesse ? Voilà une question fondamentale. Une réponse suggérée est que cette consommation a son origine dans notre insécurité culturelle : comme nous nous méfions les uns des autres, notre société a besoin de paperasses, de bureaucratie et de traces sur papier de plus en plus nombreuses ; notre crainte de la contamination fait multiplier les emballages ; nos inquiétudes au sujet des maladies nous poussent à faire un usage fétichiste de papier tissu pour notre hygiène ; l'affaiblissement de notre identité culturelle nous rend vulnérables à la publicité. S'il en est ainsi, la promotion de l'économie de papier aurait-elle peut-être des effets culturels bénéfiques.

Le débat sur le changement climatique a rendu possible, pour la première fois dans ma vie et peut-être depuis le début de la révolution industrielle, de parler en bonne compagnie d'utiliser moins de quelque chose – moins d'énergie – sans être accusé d'aller contre le progrès. Il y a là une excellente opportunité de promouvoir une philosophie favorable à la réduction, qui fasse de l'économie une vertu et qui traite le « moins » comme un concept positif. J'ai l'espoir qu'en encourageant l'économie de papier on contribuera un peu à susciter un changement culturel où l'efficacité aura plus de valeur que la croissance et où les gens prendront l'habitude de penser qu'il est bon d'utiliser moins de choses.

Mandy Haggith, [hag@worldforests.org](mailto:hag@worldforests.org). Son livre *Paper Trails: from trees to trash, the true cost of paper*, sera publié par Virgin Books le 23 juillet 2008.

[index](#)

---

### – “Shrink” : une nouvelle campagne contre la folie de la surconsommation de papier

Depuis le début des années 1960, la consommation mondiale de papier et de carton s'est multipliée presque par sept. Chaque année, chaque habitant du Royaume-Uni consomme en moyenne plus de 200 kilogrammes de papier. Aux États-Unis, ce chiffre monte à presque 300 kilogrammes. Cette consommation est répartie de façon très inégale : au Laos, par exemple, les personnes utilisent en moyenne moins d'un kilogramme de papier par an. Pourtant, les populations rurales du Laos subissent à présent les effets de l'expansion rapide des plantations d'eucalyptus

destinées à satisfaire la demande de matière première de l'industrie papetière mondiale.

Une bonne partie de la consommation de papier du Nord est inutile. Les employés de bureau britanniques impriment 120 milliards de feuilles par an, de quoi faire une pile de plus de 13 000 kilomètres de haut. Deux tiers de ces feuilles vont à la poubelle avant la fin de la journée. Les Nord-américains emploient 130 milliards de gobelets de papier par an. Ces gobelets sont jetés au bout de 15 minutes d'utilisation.

Ce mois-ci est lancée la campagne « Shrink » contre le gaspillage de papier. « La production de papier a de très nombreux effets nuisibles sur l'environnement », explique Mandy Haggith, coordinatrice de la campagne. « En utilisant moins de papier on peut réduire la pression sur les forêts, diminuer la consommation d'énergie et les émissions qui provoquent le changement climatique, limiter la pollution de l'eau, de l'air et d'autres encore et produire moins de déchets. En outre, la production de papier est associée à des effets négatifs sur la société et à des violations des droits de l'homme, en particulier dans les pays du Sud. » Le projet « Shrink », qui bénéficie de l'appui d'une bonne cinquantaine d'ONG écologistes européennes, invite les gens à s'engager à diminuer leur consommation de papier sur son site web [www.shrinkpaper.org](http://www.shrinkpaper.org).

Le site propose plusieurs manières de réduire la consommation de papier. « Nous pouvons arrêter d'utiliser du papier inutilement, par exemple en lisant sur l'écran ou en évitant de prendre des serviettes dont nous n'avons pas besoin », dit Haggith. « Quand il est nécessaire d'utiliser du papier, nous pouvons en utiliser moins, par exemple en imprimant recto-verso ou en réutilisant les enveloppes. Et nous pouvons nous opposer à recevoir du papier dont nous ne voulons pas, en supprimant la réception de publicité, en demandant d'être rayé des listes de mailing et des bases de données, en refusant les journaux ou les prospectus gratuits et en évitant les articles présentés avec trop d'emballage. »

La campagne Shrink vise aussi à persuader les entreprises et les institutions de réduire leur utilisation de papier. « Les organisations et les entreprises peuvent essayer de savoir où elles gaspillent le plus de papier, par exemple dans leurs méthodes administratives, dans leurs communications ou dans les emballages provisoires, et encourager et récompenser le personnel qui apporte des idées pour économiser du papier : changer la manière de travailler pour faire un meilleur usage des systèmes 'sans papier', trouver des manières plus efficaces de conditionner les produits, et ainsi de suite », dit Haggith.

En juin 2008, la campagne a adressé une lettre aux directeurs généraux de 20 entreprises britanniques : cinq producteurs de catalogues, cinq supermarchés, cinq maisons d'édition de magazines et cinq banques et compagnies d'assurances. « Nous les avons choisies parce qu'elles représentent quatre secteurs grands consommateurs de papier et qu'elles représentent un échantillon des diverses politiques en matière de papier », explique Haggith.

Bien entendu, ces secteurs sont responsables de bien d'autres choses aussi. Les supermarchés portent atteinte aux moyens de vie des agriculteurs, détruisent la diversité biologique en exigeant des produits homogènes, sont responsables d'une forte augmentation des distances parcourues par les vivres, bâtissent d'énormes centres commerciaux loin du centre des villes faisant ainsi augmenter l'utilisation des voitures et la destruction du paysage, et liquident les commerces locaux en vendant moins cher qu'eux. Les banques financent toutes sortes de projets destructeurs de l'environnement et de la société. Les magazines sont financés par la publicité, qui pousse à la surconsommation. Les catalogues n'existent que pour stimuler une consommation toujours plus grande. Pourtant, signale Haggith, « les forêts et les gens qui subissent les effets négatifs de l'industrie papetière ne peuvent pas attendre que tous les autres torts soient redressés avant de nous attaquer à la surconsommation de papier ».

La campagne veut soutenir les luttes des mouvements du Sud contre l'expansion de l'industrie de la pâte et du papier. « Quand nous demandons à nos collègues du Sud quelles devraient être à leur avis nos priorités dans notre travail sur l'industrie de la pâte et du papier, ils nous répondent que nous devrions nous attaquer à la surconsommation dans les pays riches et essayer de réduire la demande des produits de cette industrie », dit

Haggith.

L'année dernière, Haggith a voyagé en train et en bateau de son foyer en Écosse jusqu'à Sumatra, en Indonésie, pour faire des recherches pour son livre "Paper Trails: From Trees to Trash - The True Cost of Paper" (Les traces du papier. De l'arbre à la poubelle – Le vrai coût du papier). « J'ai été horrifiée de voir les effets destructeurs de notre consommation de papier », dit-elle. « J'ai rencontré des paysans indonésiens engagés dans un litige foncier avec une société papetière qui plante des acacias dans leur terres communautaires pour faire du papier à lettres et le vendre sur les marchés européens et nord-américains. J'ai demandé ce que je pouvais faire pour les aider dans leur lutte, et ils m'ont dit de demander aux Européens d'utiliser moins de papier. Pour faire preuve de solidarité véritable avec ceux qui luttent contre les industries extractives multinationales, il ne suffit pas de changer de marque pour en choisir une autre qui est peut-être un peu moins détestable. Cela ne fait que déplacer le problème. Il ne suffit pas de consommer autrement, il faut consommer moins ET autrement. »

Engagez-vous à réduire votre consommation de papier sur : <http://www.shrinkpaper.org/take-the-pledge.htm>.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

### – Le Pays des Merveilles de la Confédération des industries papetières européennes

« Quand j'emploie un mot », dit Humpty Dumpty à Alice, « il veut dire exactement ce que je veux, ni plus ni moins ». Bienvenue au monde de l'autre côté du miroir. Non pas celui de Lewis Carroll mais celui de la Confédération des industries papetières européennes. La CEPI représente 800 entreprises de pâte et de papier de 18 pays européens, lesquelles produisent plus d'un quart du papier du monde. Elle-même se décrit comme « la voix et le visage public de l'industrie européenne de la pâte et du papier, représentant ses intérêts vis-à-vis des institutions européennes ». Basée à Bruxelles, la CEPI exerce des pressions sur l'UE pour obtenir la création d'une législation favorable à l'industrie.

Dans le pays des merveilles de la CEPI, les plantations sont des forêts, la monoculture augmente la diversité biologique et l'exploitation forestière est bonne pour les forêts.

En mai 2008, pendant la réunion de la Convention sur la diversité biologique tenue à Bonn, la CEPI a organisé une activité parallèle. Intitulée « La protection de la diversité biologique, non pas de simples mots sur du papier mais la réalité des meilleures pratiques de l'industrie papetière ! », elle promettait de montrer « comment l'industrie européenne de la pâte et du papier soutient la protection de la diversité biologique grâce à l'application des meilleures méthodes ».

Bien entendu, les exposés n'avaient pas grand-chose à voir avec la protection de la diversité biologique. Le premier a été fait par Hans Verkerk, de l'Institut forestier européen (EFI). Verkerk s'est occupé du volume de bois que l'on pourrait tirer des 29,2 millions d'hectares de forêts protégées de l'Europe s'il n'y avait pas de restrictions à leur exploitation. Son exposé était fondé sur une étude de l'EFI dont il était co-auteur. Selon cette étude, du fait de la protection dont bénéficient les forêts européennes il y avait un total de 68 millions de mètres cubes de bois « non disponibles » pour l'industrie. « La protection des forêts a des effets évidents sur la disponibilité de bois », a signalé Verkerk. Inversement, si les forêts étaient moins bien protégées l'industrie aurait beaucoup de bois à sa disposition. Du moment que l'étude était financée par la CEPI, Verkerk a prudemment omis de nous dire quel serait l'impact de cette disponibilité sur la diversité biologique des forêts.

Paula Guimaraes, du groupe Portucel Soporcel, a fait ensuite un exposé sur la « sylviculture intensive ». Elle a expliqué que son entreprise crée une mosaïque au niveau du paysage, et elle a illustré cela par une diapositive d'un

paysage dépenaillé où alternaient la coupe rase et la monoculture. Elle nous a raconté que les eucalyptus n'abiment pas le sol et qu'ils n'entament pas les réserves d'eau. Cela peut être vrai dans le monde de l'autre côté du miroir mais n'a rien en commun avec la réalité des agriculteurs qui habitent près des plantations d'eucalyptus de l'industrie papetière.

Wolfgang Schopfhauser, de Papierholz Autriche, nous a parlé de l'exploitation des forêts d'altitude pour produire de la bioénergie, à l'intention surtout de l'industrie de la pâte et du papier. « La biomasse est disponible partout sous la forme de bois sur pied », a-t-il dit, parlant sans doute des arbres qui poussent sur les montagnes autrichiennes.

Une manière de limiter l'impact de l'industrie papetière sur les forêts du monde est de réduire la consommation, et donc la production, de papier. Tel est l'objectif de la campagne Shrink [voir les autres articles du présent numéro du bulletin du WRM]. La CEPI a répondu au lancement de cette campagne en déclarant que l'industrie de la pâte et du papier est « l'exemple unique d'une industrie qui évite la production de déchets et qui recycle tout à toutes les étapes ». Bien entendu, tous ces emballages et imprimés publicitaires inutiles, tous ces annuaires téléphoniques que personne n'utilise plus, ces monceaux d'annonces et de papier à lettres n'existent pas dans le pays des merveilles de la CEPI.

« En ciblant l'industrie papetière, ces ONG encouragent l'utilisation d'autres matériels qui n'ont pas les mêmes références environnementales », dit Teresa Presas, directrice exécutive de la CEPI, dans la réponse de cette dernière. Mais la campagne Shrink n'encourage pas l'emploi d'autres matériels, elle propose d'utiliser moins de papier dans le Nord, et non de remplacer le papier par autre chose.

Presas dit que les ONG sont « en train de contribuer à réimplanter la production de papier dans d'autres régions du monde où l'on se soucie moins des normes environnementales ». Elle semble avoir oublié que cela fait des années que l'industrie de la pâte et du papier s'étend dans le Sud. Stora Enso est membre de la CEPI. « S'il n'y avait pas les syndicats chez nous, nous installerions toute notre capacité de production dans des pays comme le Brésil », a dit un fonctionnaire de Stora Enso au Financial Times en 2005. L'année dernière, cette société a vendu ses opérations nord-américaines à une compagnie de capital-investissement dénommée NewPage qui est maintenant en train de fermer des usines à toute vitesse. Stora Enso ferme deux usines en Finlande, tandis qu'elle élargit ses activités au Brésil, en Uruguay, en Chine et au Laos. En mars 2008, neuf cents femmes de La Vía Campesina ont occupé une partie des plantations d'eucalyptus de Stora Enso au Brésil, pour protester contre l'expansion du désert vert. La campagne Shrink soutient cette lutte et bien d'autres contre les plantations industrielles d'arbres dans le Sud.

Presas dit aussi que la campagne Shrink va être « responsable de la perte de milliers d'emplois en Europe, surtout en milieu rural ». Or, les chiffres de la CEPI montrent bien que l'industrie de la pâte et du papier est responsable de la perte de milliers d'emplois en Europe : en 1991, les pays membres de la CEPI employaient 389 300 personnes dans le secteur de la pâte et du papier ; en 2006, ce chiffre avait diminué d'un tiers, tombant à 259 100 personnes. Pendant la même période, la production de pâte et de papier a augmenté en Europe.

Après avoir discuté un moment avec Humpty Dumpty, Alice s'est éloignée en silence. Lorsque Humpty Dumpty est tombé du mur, ce qui était inévitable, « le fracas a ébranlé la forêt d'un bout à l'autre ».

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– **Afrique : l'AGRA menace la souveraineté alimentaire**

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) de Gates et Rockefeller a atterri en Afrique en annonçant qu'elle aidera les petits agriculteurs à entrer dans le marché. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Derrière les projets de financement milliardaires se trouve la promotion de la biotechnologie dans l'agriculture. L'agriculture africaine deviendra plus dépendante des produits chimiques, de la monoculture de semences hybrides et des produits agricoles génétiquement modifiés.

D'après Mariam Mayet, du Centre africain pour la diversité biologique, l'AGRA est « un paquet très violent, parce qu'il introduit en Afrique des produits chimiques puissamment toxiques. Cette initiative déplace et détruit les connaissances et les semences locales. Elle favorise les agriculteurs qui pourront accéder au système, c'est-à-dire les plus puissants. Cela va diviser les paysans africains. En outre, l'AGRA crée beaucoup de dépendance et de dettes ». (1)

Dans la tendance croissante à la privatisation de l'aide étrangère et à la fusion du secteur des affaires avec les gouvernements, AGRA est très utile aux intérêts privés et aux gouvernements occidentaux avides de privatiser la terre et l'eau de l'Afrique pour les cultures d'exportation, les agrocarburants et les puits de carbone.

Les stratégies étrangères telles que l'AGRA sont en train de s'emparer de forêts qui sont indispensables à la souveraineté alimentaire des communautés qui les habitent ou qui en dépendent.

Les plantations pour la production d'agrocarburants – le jatropha au Ghana et en Zambie, la canne à sucre en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya, le palmier à huile au Bénin, au Cameroun, en Côte d'Ivoire – sont en train d'envahir les forêts, menaçant ou privant les communautés locales de leurs moyens de subsistance et déclenchant le déplacement et la misère.

Si la source de la richesse de l'Afrique est privatisée, les pays africains risquent de perdre la possibilité de décider de leur propre avenir.

Les délégués d'organisations paysannes de divers pays d'Afrique qui partagent la vision du mouvement paysan international, La Vía Campesina, se sont réunis à Madagascar en mai 2008. Ils ont manifesté leur opposition à l'introduction de politiques destructrices qui sont en train de saper la production intérieure de vivres en obligeant les agriculteurs à produire des cultures commerciales pour les sociétés transnationales et à acheter leurs propres vivres sur le marché mondial. « Les paysans et les petits agriculteurs ne tirent aucun profit de la hausse des prix. Nous plantons les vivres mais les bénéfices de la récolte nous sont enlevés : le plus souvent ils sont promis d'avance aux prêteurs, aux entreprises d'intrants agricoles ou directement au commerçant ou à l'unité de traitement ». (2)

La déclaration finale des paysans sur la « Crise alimentaire mondiale » dénonce que « l'accaparement de terres par les transnationales et d'autres spéculateurs poussera des millions d'autres paysans à quitter le milieu rural. Ils échoueront dans les grandes villes où ils rejoindront la foule toujours plus nombreuse des pauvres et des affamés qui habitent les bidonvilles ». Ils déclarent que « le temps de la souveraineté alimentaire est arrivé » et exigent « un changement fondamental dans la manière d'envisager la production d'aliments et les marchés agricoles », « des engagements politiques de longue durée visant à reconstruire les économies alimentaires nationales », la priorité absolue à « la production de vivres sur place pour diminuer la dépendance du marché international », un mécanisme d'intervention « pour stabiliser les prix à un niveau raisonnable sur les marchés internationaux », « le droit d'exercer des contrôles sur l'importation » pour arrêter le dumping, et le respect et le soutien au plan international de « programmes pour aider les consommateurs les plus pauvres, la mise en œuvre de la réforme agraire et l'investissement dans la production d'aliments nationale, faite par les paysans et les agriculteurs locaux ».

Ce ne sont pas seulement les systèmes alimentaires et les forêts qui sont en jeu, mais les systèmes sociaux et l'ensemble de la culture africaine.

Article fondé sur : (1) « AGRA : Le retour de la Révolution Verte ou la nouvelle alliance philanthropico-capitaliste en Afrique », Pambazuka News 361, <http://www.pambazuka.org/fr/category/features/47272> ; (2) "Global Food Crisis", Assemblée régionale de La Via Campesina – Afrique, Madagascar, 14-17 mai 2008, <http://www.wrm.org.uy/countries/Africa/GlobalFoodCrisis.pdf>.

[index](#)

---

### **– Inde : un cas de conservation non participative dans la réserve de tigres de Buxa**

Buxa était une de ces forêts dont les Britanniques se vantaient. À l'origine, il s'agissait d'une zone de prairies et de forêts de sals dans les montagnes rocheuses, mais la zone a été irréversiblement altérée lorsque les forestiers coloniaux s'y sont installés vers 1865 et qu'ils en ont expulsé les agriculteurs itinérants, tels les Rava, les Mech, les Dukpa et les Garo. Les arbres à feuilles persistantes ont colonisé rapidement les espaces vides après que les incendies de forêt ont été « contrôlés », et les forestiers ont alors compris qu'ils n'auraient pas de nouvelles plantations de sals tant que la méthode du feu ne serait pas réintroduite.

C'est ainsi que le célèbre système de plantation dénommé Taungya a été implanté, et qu'on a fait revenir les « incendiaires » pour qu'ils habitent des villages dans la forêt. Ce sont eux qui ont durement travaillé, coupant et brûlant les forêts, plantant et protégeant de nouveaux arbres pendant presque 150 ans, sans jamais recevoir de salaire, jusqu'au moment où les forestiers « indépendants » de l'Inde ont décidé qu'ils devaient sauver les tigres de Buxa. Ainsi, les forêts de Buxa ont été déclarées réserve de tigres en 1983. Elles contenaient 33 villages forestiers et 4 territoires loués à bail dépendant du ministère des Forêts.

À partir de 1990, les activités forestières se sont ralenties et ont presque cessé à beaucoup d'endroits de la réserve. Les vieilles mines de dolomite qui s'y trouvaient ont été fermées, la cueillette de produits non ligneux a été presque partout interdite et la pâture du bétail y est devenue un délit. La vie dans la forêt est devenue un cauchemar lorsque les forestiers ont commencé à appliquer des stratégies de réinstallation qui impliquaient que des milliers et des milliers de personnes se retrouvaient soudain privées de moyens de subsistances. L'un après l'autre, les vieux sals (« la fierté de Buxa ») ont commencé à disparaître, à mesure que les gens sans travail et affamés étaient forcés d'aller se réfugier dans la forêt.

Le mécanisme de conservation des tigres de Buxa s'est mis en marche, et l'argent de diverses sources, telle la Banque mondiale (Buxa était l'un des sept projets d'écodéveloppement financés en Inde par le Fonds mondial pour l'environnement) est venu et reparti. Pourtant, la faune et son habitat ont continué de disparaître. Les tigres sont devenus si rares que personne ne sait exactement combien il en reste à Buxa... 4 ou 5 peut-être, en étant optimiste.

Les forestiers « conservationnistes » de Buxa continuent de persécuter les villageois de la zone, en particulier la communauté des Rava autochtones. Dans une audience publique organisée en 2005 par le Forum national des habitants et des travailleurs des forêts (NFFPFW) et par d'autres encore on a dénoncé d'innombrables cas de torture, de harcèlement et de meurtre des habitants des forêts commis par le personnel du ministère des Forêts. Des gens, dont nombre d'enfants et de jeunes, ont été tués de sang froid à l'intérieur et à l'extérieur de la forêt. L'incident le plus récent a été le meurtre de Samuel Rava, du village de Poro, en février 2008, après la promulgation formelle de la Loi sur les droits forestiers. Aucun des meurtriers n'a jamais été traduit en justice.

À Jayanti, un établissement autrefois florissant mais devenu un village fantôme, situé dans la zone centrale de la réserve de tigres de Buxa, rares sont ceux qui connaissent l'existence de la Loi sur les droits forestiers laquelle reconnaît, entre autres choses, le droit des habitants traditionnels et tribaux dans les zones déclarées protégées (cf Bulletin n° 115 du WRM). Apparemment, il a été décidé de réinstaller ce village et le département des forêts domaniales a mis en route les démarches pour ce faire. À Jayanti, le brigadier peut toujours interdire aux gens

d'entreprendre des travaux de rénovation dans leurs propres foyers sans l'autorisation du Département, sous prétexte que cela enfreint la Loi sur la protection de la faune de 1972. Personne n'a l'air de savoir que, en vertu de la Loi sur la protection de la faune de 2006 et de la Loi sur les droits forestiers de 2006, les notions de zone centrale et de zone tampon ont tellement changé que toute démarcation de ce genre de zones doit obligatoirement être approuvée par la population.

En revanche, le brigadier et son personnel menacent les gens pour qu'ils quittent leur terre. Les annonces de réinstallation mettent en colère de nombreuses personnes : « Pourquoi faudrait-il que nous partions, après avoir entretenu et protégé ces forêts pendant tant d'années ? » a dit un vieillard. Une vieille femme a menacé en montrant ses frêles poings : « Non et non, je ne vais pas partir... avant de partir nous allons vous tuer tous. Si nous ne pouvons pas rester, nous n'allons pas vous laisser rester non plus ».

Les fonctionnaires forestiers ont aussi proposé beaucoup d'argent aux gens pour qu'ils s'en aillent volontairement, sachant que la tentation serait trop forte.

Il se passe presque la même chose à Buxa Road (un village forestier très éloigné, constamment menacé par les éléphants sauvages et l'érosion du sol) et au village de montagne de Santarabari. Le ministère des Forêts a décidé de les réinstaller en ignorant la nouvelle législation de 2006. La plupart des villageois n'ont jamais été informés qu'ils avaient des droits en tant qu'habitants d'un village forestier.

Ce que le ministère des Forêts comprend par « conservation participative » a été résumé par un chef de brigade qui, accusé d'avoir violé la Loi sur la protection de la faune et la Loi sur les droits forestiers de 2006, a marmonné : « Nous ne savons rien de ces histoires de lois. Je fais ce que mon chef m'ordonne de faire. » Et voilà. La méthode employée par le ministère des Forêts pour essayer de conserver la faune dans la Réserve de tigres de Buxa semble plutôt éloignée de la participation...

Soumitra Ghosh, à partir des notes prises pendant une visite de la région par une équipe de quatre personnes envoyée par le Comité régional du Bengale du Nord du National Forum of Forest People and Forest Workers (NFFPFW). La version intégrale du rapport est disponible sur : <http://www.wrm.org.uy/countries/India/BuxaTiger.pdf>.

[index](#)

---

### **– Malaisie : l'exploitation forestière amène dans son sillage la monoculture d'arbres au Sarawak**

En 1989, le WRM et Sahabat Alam Malaysia (les Amis de la Terre Malaisie) ont publié le livre « The Battle for Sarawak's Forests » (la bataille pour les forêts du Sarawak) où étaient documentés non seulement la destruction des forêts et des moyens de vie de leurs habitants mais aussi le processus de résistance qui avait lieu au Sarawak depuis 1987 et qui comprenait d'importants barrages établis sur les routes par les communautés locales pour empêcher l'entrée des camions débardeurs dans leurs territoires.

Cette publication avait pour but de contribuer à la campagne mondiale lancée deux années plus tôt par un grand nombre d'organisations du Nord et du Sud contre la destruction environnementale et sociale qui découlait de l'exploitation forestière industrielle dans l'État malais du Sarawak.

Grâce à cette campagne, le monde a pris connaissance du problème et l'industrie forestière et le gouvernement de la Malaisie se sont retrouvés dans une situation difficile. Par exemple, en juillet 1988, le Parlement européen a adopté une résolution exhortant les États membres à suspendre les importations de bois du Sarawak et, en octobre-novembre, plusieurs délégations ont visité les ambassades de la Malaisie dans divers pays pour demander que les activités forestières ne portent pas atteinte aux moyens de subsistance des habitants autochtones de la région.

À l'intérieur, cela a suscité la répression policière et les poursuites judiciaires, accompagnées d'une campagne de diffamation où tous les Malais qui participaient à la protection des peuples et des forêts du Sarawak étaient qualifiés de traîtres.

Pour ces raisons parmi d'autres, la campagne internationale s'est ralentie vers le milieu des années 1990 et elle a finalement cessé. Au Sarawak, les principales victimes ont été les Penan, un peuple nomade entièrement dépendant – physiquement, socialement et culturellement – des forêts tropicales disparues.

Cette triste défaite doit au moins nous servir de leçon pour l'avenir. La situation actuelle au Sarawak illustre plusieurs points importants :

– le premier et le plus important est que les populations locales et leurs défenseurs avaient raison de s'opposer à l'exploitation forestière industrielle. Du point de vue des droits de l'homme, elle violait les droits fondamentaux – territoriaux, physiques, culturels et sociaux – des populations et même leur droit à la vie. Du point de vue écologique, elle a provoqué la destruction d'un écosystème qui abritait une diversité biologique végétale et animale d'une énorme richesse. Du point de vue économique, elle a enrichi une poignée de personnes et plongé la majorité dans la misère ;

– le deuxième, non moins important, est qu'il est évident aujourd'hui que l'industrie forestière, le gouvernement de l'État du Sarawak et le gouvernement fédéral de la Malaisie ont menti au peuple du Sarawak. L'industrie et le gouvernement avaient promis la croissance et la création d'emplois, mais il n'en a été rien. La forêt a presque disparu et les gens sont devenus encore plus pauvres. Le seul « développement » visible a été la construction de routes pour l'extraction du bois. En réponse à la campagne internationale, l'industrie et le gouvernement ont promis de faire une « exploitation forestière durable », mais celle-ci a été aussi destructrice que la précédente, sous un nom différent.

Une vidéo récemment produite par Hilary Chiew et Chi Too, intitulée "Penusah Tapa: the forgotten struggle" (Penusah Tapa : la lutte oubliée) raconte « l'histoire jamais racontée des Penan » à travers les témoignages des gens du pays, dont beaucoup ont participé à la longue bataille pour la protection de la forêt.

Ces témoignages non seulement apportent des preuves des conséquences désastreuses, sociales et environnementales, de l'exploitation forestière industrielle, mais montrent aussi l'actuel processus de substitution des forêts abattues par des plantations de palmiers à huile (destinés à produire de l'huile de palme) et d'acacias (pour la production de pâte à papier). C'est la mort définitive de la forêt. Un homme interviewé dit dans l'enregistrement vidéo : « Nous pensons que les bûcherons sont mauvais. Mais s'ils se contentent de prendre les troncs, la forêt va se régénérer. En revanche, quand les plantations d'arbres et de palmiers à huile s'installent, la forêt disparaît pour toujours... »

La vidéo est disponible sur [http://www.dailymotion.com/video/x4gqci\\_penusah-tana\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x4gqci_penusah-tana_politics).

[index](#)

---

### – Pérou / Brésil : le droit à l'autodétermination des peuples en isolement volontaire

Fin mai, à la suite d'un survol piloté par le coordinateur du Front de protection ethno-environnementale de la FUNAI (l'organisme brésilien chargé de la protection des groupes isolés), plusieurs photographies aériennes ont témoigné de l'existence d'indigènes en isolement volontaire, membres de l'une des quatre ethnies qui vivent ainsi sur la frontière de l'État d'Acre (Brésil) et du Pérou.

Tous les journaux du monde ont reproduit à la une les images rougeâtres de guerriers peints au rocou (un fruit rouge qu'on appelle *urucum*, *achiote* ou *onoto*), en position de lancer des flèches contre l'avion. D'autres membres de la

tribu, désarmés, étaient peints de noir au *jenipapo* (un autre fruit utilisé pour se peindre le corps), tandis que des femmes et des enfants pénétraient dans la forêt. Tout semble indiquer qu'ils ont eu une mauvaise expérience antérieure avec les avions et leur réaction montre bien ce qu'ils veulent : que les intrus s'en aillent...

Les photos montrent aussi deux grandes huttes situées dans de larges *rozados* (des clairières ouvertes dans la forêt pour l'agriculture) abondamment plantés de bananiers, de manioc, de papaye, de maïs et d'autres cultures.

L'anthropologue Beatriz Huertas, du Comité international pour la protection des peuples en isolement, distingue les groupes « isolés » de ceux qu'on appelle « en contact initial ». Les premiers refusent d'avoir des rapports soutenus avec les membres de la société environnante, tandis que les autres se sont vus obligés, souvent par des facteurs extérieurs, à quitter leur isolement et sont plus exposés à contracter des maladies nouvelles pour eux, contre lesquelles ils n'ont pas de défenses immunologiques.

Pourtant, ils ont tous un même problème : l'usurpation de leurs territoires par les exploitants de pétrole et de bois et, ces derniers temps, par les cultivateurs de soja du côté brésilien.

On sait que, dans de nombreux cas, les ancêtres de ces groupes ont eu des expériences de contact « très traumatisantes », raison pour laquelle ils ont choisi de rester isolés.

Dans le cas de l'Amazonie péruvienne, Huertas dit qu'il y existe au moins 14 peuples ou segments de peuples isolés, et que la plupart sont concentrés sur la frontière du Brésil. Elle remarque que, à quelques exceptions près, presque toutes les Réserves territoriales créées et proposées à l'intention des peuples en isolement sont envahies par des centaines d'exploitants forestiers, dont plusieurs attaquent ou assassinent les indigènes isolés qu'ils rencontrent sur leur chemin. Quelques entreprises qui ont obtenu des concessions forestières dans des zones proches des territoires des peuples isolés sont en train d'extraire aussi du bois des réserves, le « blanchissant » ensuite par le biais de leurs concessions et permis.

Dans une interview accordée à Terra Magazine (1), l'anthropologue affirme que « les problèmes qu'entraîne l'extraction illégale de bois dans la frontière Brésil-Pérou sont systématiquement dénoncés depuis 1998. Depuis, les gouvernements des deux pays ont formé des commissions à ce sujet, mais ils ne sont jamais parvenus à des accords clairs et ils n'ont pris aucune mesure de poids pour les résoudre ».

En dépit des informations et des plaintes sur cette situation, quelques-unes de ces entreprises bénéficient même d'une certification qui leur permet de commercialiser leur bois en garantissant aux consommateurs que les produits qu'ils achètent sont faits avec du bois d'origine « durable », ce qui implique que les droits territoriaux des habitants de la région ont été respectés.

Le Comité indigène international pour la protection des peuples en isolement et en contact initial de l'Amazonie, le Gran Chaco et la Région orientale du Paraguay (CIPIACI) a déclaré dans un communiqué que « Le déplacement de populations indigènes en situation d'isolement volontaire du sud d'Ucayali vers le territoire brésilien serait le résultat des agressions et des menaces permanentes qu'elles subissent dans leurs territoires d'origine, au Pérou ». « En effet, ce genre de déplacement a eu lieu au cours des dernières années à cause de l'invasion des territoires de ces peuples frères, surtout par des exploitants forestiers et par des groupes évangéliques qui les poursuivent pour les contacter et les christianiser ». (2)

L'enregistrement photographique des indigènes « invisibles » a suscité une certaine prise de conscience grâce à laquelle le Comité indigène international pour les peuples isolés a pu entreprendre un relèvement de la situation. C'est ce que fait en ce moment le docteur Beatriz Huertas, qui parcourt la région de la frontière entre le Brésil et le Pérou en compagnie d'un leader de la Federación Nativa del Río Madre de Dios y Afluentes, FENAMAD, et d'indigènes ashaninka du village d'Apiwtxa. « Nous allons faire un rapport et le présenter aux gouvernements du Brésil et du

Pérou et aux organismes internationaux de défense des droits de l'homme. Dans la mesure de nos possibilités, nous allons faire tout ce qui sera à notre portée pour qu'on s'occupe du problème », annonce-t-elle.

La diffusion des photos des indigènes isolés a eu des répercussions positives, mais l'anthropologue prévient : « il faut faire attention à certains journalistes qui se sont montrés très intéressés à venir dans la région afin d'obtenir des images des indiens isolés. Cela pourrait être catastrophique et provoquer la mort de tout le groupe par la contagion de maladies, et même à cause de l'affrontement qui pourrait se susciter ».

« Nous défendons le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit de ces peuples de choisir librement leur mode de vie, et il ne faut pas forcer le contact ni prendre des initiatives qui portent atteinte à ce droit, à cette volonté. Ils sont isolés et il faut respecter leur isolement. Inversement, s'ils recherchent le contact nous devons respecter leur décision, mais nous ne pouvons en aucune manière leur imposer le contact ».

Article fondé sur : (1) "Comisión hará informe sobre indios aislados entre Brasil y Perú", 12 juin 2008, <http://www.co.terra.com/terramagazine/interna/0,,OI2944081-EI8865,00.html> ; (2) "Indígenas de Sudamérica exigen 'respeto' para los pueblos no contactados", 5 juin 2008, <http://www.survival.es/noticias/3370> ; commentaires personnels de Beatriz Huertas.

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

### – Chili : les esclaves modernes du boum forestier

Le processus de migration de la campagne vers la ville qui a lieu au Chili est le résultat de conflits intérieurs dans la structure agraire auxquels s'ajoute, dans le cas de la VIII<sup>e</sup> Région (celle du Bio-Bio), une conversion productive qui est en fait une conversion forestière.

Le secteur forestier chilien, deuxième exportateur du pays après l'industrie minière du cuivre, est présenté comme un secteur clé de l'économie du pays. Cependant, les territoires où s'installent les plantations et les industries forestières subissent plutôt des effets adverses, par rapport aux bénéfices que l'on pourrait obtenir si les terres étaient affectées à l'établissement d'autres activités économiques.

L'importance de l'activité forestière dans la macro-économie ne s'est pas reflétée dans la génération d'emplois ; ceux-ci se caractérisent par leur caractère cyclique, leur forte instabilité et la précarité des salaires. En vingt ans, l'emploi a augmenté de 66 %, tandis que la surface boisée s'est élargie de 277 %. D'autre part, dans certains cas l'expansion de l'activité sylvicole a eu lieu dans des terres qui, à l'origine, étaient exploitées par de petits producteurs et qui ont été absorbées par le « manteau vert », comme on appelle les millions d'arbres des plantations forestières en régime de monoculture. D'après les estimations de la Corporation des Travailleurs forestiers (CTF), entre 1997 et 2000 la main-d'œuvre a diminué de 12 %, toutes les tâches forestières comprises.

L'activité forestière « offre » du travail temporaire, associé à des étapes déterminées qui dépendent du processus de croissance et d'entretien des espèces plantées (plantation, éclaircissage, coupe, etc.). L'immense majorité (de 75 % à 80 %) des travailleurs du secteur forestier chilien travaillent au régime des contrats temporaires. Les bûcherons à la cognée ou à la scie à chaîne travaillent pendant de courtes périodes et ils sont payés en fonction de critères de productivité fixés par les entreprises, ce qui se traduit par des journées de travail épuisantes. D'après les informations disponibles, au moins 26 % des travailleurs du secteur forestier affirment que leur journée de travail ordinaire est de plus de 10 heures.

L'érosion des droits et de la capacité de négociation des travailleurs – qui permet d'accroître leur productivité – est

liée à une autre caractéristique du secteur sylvicole : la main-d'œuvre n'a pas de rapports directs avec les entreprises, le personnel étant embauché par des sous-traitants qui vendent leurs services aux entreprises principales. Ces sous-traitants répondent aux exigences de production des entreprises forestières, d'où la forte rotation des travailleurs et leur peu de possibilités de s'organiser pour défendre leurs intérêts. Cette situation fait que les emplois soient de mauvaise qualité et que les rémunérations n'offrent pas aux travailleurs et à leurs familles de grandes possibilités de bien-être.

C'est dans ce secteur que l'on trouve les plus forts degrés d'exploitation des travailleurs, du fait que leur lieu de travail est très éloigné des villes (ce qui implique de longs voyages) et qu'ils n'ont aucune possibilité de s'organiser en syndicats pour lutter contre les abus fréquents de leurs employeurs et améliorer ainsi leur situation.

En 1988, 80 % des travailleurs du secteur n'appartenaient à aucun genre d'organisation et étaient livrés à l'arbitrage patronal ; ils devaient travailler jusqu'à 16 heures par jour avec un minimum de matériel de sécurité, pour des salaires infimes, et vivaient dans des conditions infrahumaines : des « esclaves modernes », la face cachée du « boum forestier ».

Il faut signaler que l'indice d'accidents de travail (le nombre d'accidents survenus en un an à 100 travailleurs) du secteur forestier est le plus fort de tous. Cela peut être dû au fait que l'effort considérable exigé aux travailleurs est épuisant ; ils essaient de couper autant de bois que possible pendant de longues journées, au détriment de leur propre sécurité. D'après les informations des dirigeants, 15 travailleurs meurent chaque année dans des accidents de travail.

On conclut de tout ce qui précède que le secteur forestier est exclu, qu'il ne contribue pas au développement, qu'il s'insère dans la logique du modèle néolibéral et qu'il ne cherche qu'à se consolider et à se perpétuer en obéissant à la conscience et aux intérêts de classe qui le régissent.

Extrait et adapté de : "Los cambios socio-espaciales producidos por la explotación forestal en la región del Bio-Bio, particularmente en la comuna de Mulchen", de Juan Luis Muñoz L., thèse de licence en éducation, option Histoire et Géographie, Université de Concepción. Le rapport complet est disponible sur : [http://www.wrm.org.uy/paises/Chile/Tesis\\_Munoz.pdf](http://www.wrm.org.uy/paises/Chile/Tesis_Munoz.pdf).

[index](#)

---

### **– Côte d'Ivoire : Les plantations de palmiers d'Unilever/palm-CI détruisent la forêt des Marais Tanoé**

La forêt des Marais Tanoé, située dans le département d'Adiaké, est la seule qui reste dans le Sud-Est de la Côte d'Ivoire et s'étend sur une zone que les experts de la conservation ont classée, entre autres choses, comme de grande importance pour la conservation des mammifères et des oiseaux et de très grande importance pour la conservation des écosystèmes d'eau douce. Elle est considérée comme une 'forêt de haute valeur' et un refuge prioritaire pour des primates menacés, tels que le colobe bai de Miss Waldron (*Ptilocolobus badius waldronae*), le cercopithèque Diane Roloway (*Cercopithecus diana roloway*) et le cercocèbe couronné (*Cercocebus atys lunulatus*).

Jusqu'à présent, les marais de Tanoé ont fonctionné comme un « bouclier » qui a protégé la forêt des agressions les plus fortes. La forêt s'étend dans les sous-préfectures de Noah, Nouamou et Tiapoum et les villages riverains de Kongodjan Tanoé, Kadjakro, Yao-Akakra, Kotouagnouan, Dohouan, Atchimanou, Saykro et Nouamou, dont les habitants la considèrent comme leur réserve de pêche, de médicaments et de vivres. (1)

En février 2008, l'entreprise d'huile de palme PALM-CI a commencé à détruire ce centre de diversité biologique de 6 000 hectares pour le transformer en plantations de palmier à huile. Elle construit maintenant un système de canaux d'évacuation dans la périphérie et, une fois la saison des pluies terminée, elle prévoit de raser la forêt entière.

Si la forêt de Tanoé est détruite, il est pratiquement certain que les trois espèces de primates mentionnées – et de nombreuses espèces végétales – disparaîtront du monde, et que de grands volumes de dioxyde de carbone seront libérés de ces forêts marécageuses riches en carbone.

Des canaux d'évacuation sont construits pour installer des semis de palmier à huile sur près de 5 hectares situés entre Kongodjan Tanoé et Kadjakro. Nombre d'observateurs estiment que cette situation risque de provoquer bientôt un nouveau conflit foncier dans le département d'Adiaké, car les villages de la zone ont déclaré qu'ils étaient prêts à défendre l'intégrité de la forêt.

Unilever – l'une des marques principales de produits alimentaires et de soins personnels – est depuis longtemps actionnaire de PALM-CI et elle est représentée au conseil d'administration de cette entreprise. Elle participe en outre à Newco, une joint-venture qui est le principal client de PALM-CI. Unilever se présente au public comme une entreprise « responsable » et préside la Table ronde pour la production durable d'huile de palme (RSPO). Elle annonce qu'elle n'achètera que de l'huile de palme certifiée et elle a même dit dernièrement qu'elle appuiera un moratoire sur la destruction des forêts tropicales et des tourbières de l'Indonésie. Les forêts tropicales de l'Afrique seraient-elles moins importantes pour Unilever que celles de l'Indonésie ? (2)

Cela fait des années qu'Unilever est membre de la RSPO et qu'elle se proclame « respectueuse de l'environnement ». Pourtant, elle n'a jamais cessé d'acheter de l'huile de palme provenant de plantations faites dans des terres déboisées et des tourbières asséchées ou aux dépens des communautés et de la production d'aliments. Unilever continue de profiter de l'expansion des monocultures de palmier à huile, intrinsèquement non durables, et l'huile de palme certifiée n'est qu'une « façade écologique sans aucun fondement ». (3)

Article fondé sur : (1) « Adiaké : 6 000 ha de forêt menacés de disparition », Moussa Touré, <http://news.abidjan.net/article/?n=294294> ; (2) "Action Alert: Unilever Threatens Côte d'Ivoire's Primary Rainforests, Showing Promises of 'Sustainable' Palm Oil Meaningless", Rainforest Portal, <http://www.rainforestportal.org/> et Climate Ark, <http://www.climateark.org/>, 2 juin 2008 ; (3) Rainforest alert", Rainforest Portal, 2 juin 2008, [http://www.ecoearth.info/alerts/send.asp?id=ivory\\_coast\\_oil\\_palm](http://www.ecoearth.info/alerts/send.asp?id=ivory_coast_oil_palm).

[index](#)

---

### **– Indonésie : les meurtres commis par Perhutani dans les plantations de teck de Java oriental – une « gestion commune des forêts » doublement dénaturée**

L'entreprise étatique Perhutani se vante de posséder « l'un des plus forts pourcentages de plantations forestières du monde » (<http://perhutaniproducts.com/>), sur une surface de 2 426 206 ha à Java et dans l'île de Madura, en Indonésie.

Elle détient aussi un sombre record : celui d'avoir endommagé ou détruit bien plus de la moitié de la 'forêt domaniale' de Wonosobo, au centre de Java (cf Bulletin n° 96 du WRM).

Pour compléter le tableau, sa notoriété s'est encore accrue dernièrement pour avoir tué des habitants de la forêt qui borde ses plantations de teck dans les secteurs de Madiun et Bojonegoro.

Lidah Tani, une ONG locale basée à Blora, Java oriental, Indonésie, qui soutient les agriculteurs de la forêt, a publié une lettre de protestation où elle dénonce ce qui suit :

« Le mardi 6 mai 2008, Yaimin a été abattu par les forces de sécurité dans le secteur Madiun des plantations de teck de Perhutani. Il a reçu 4 balles dans la poitrine. Il était soupçonné, parmi d'autres, de s'adonner à la coupe illégale ».

Ses amis nient cette accusation mais, quoi qu'il en soit, Lidah Tani proteste avec raison : « Quatre balles pour un seul homme ! »

La lettre rappelle que, « moins de deux semaines plus tôt, le 23 avril 2008, trois personnes qui cherchaient du bois dans les plantations de teck de Perhutani, dans le secteur de Bojonegoro, ont reçu des coups de feu. Deux sont mortes et l'état de la troisième est encore critique ».

Ces personnes appartenaient à des communautés auxquelles appartenait au départ la forêt dont les néerlandais se sont emparés il y a plus d'un siècle sans jamais la leur restituer. Plus tard, Perhutani a pris le contrôle de la forêt pour y faire des plantations de teck, privant ainsi les agriculteurs forestiers de leurs moyens de subsistance.

Perhutani a fait ces derniers temps une forte promotion de son programme de gestion commune, qu'elle présente comme un moyen de faire participer les communautés à la gestion et la protection de la forêt. Or, l'ONG indonésienne se demande : « Peut-on parler de gestion commune, alors que l'entreprise forestière s'est approprié les forêts communautaires ? »

Les gens qui ont mené une vie communale dans la forêt pendant des générations, faisant appel pour leur subsistance à l'agriculture, à l'élevage et à la cueillette de fruits et de produits non ligneux comme le miel, la résine et les fibres, sont devenus la main d'œuvre qui prépare la terre, plante les arbres et les entretient pour que Perhutani récolte le bois de ses plantations de teck.

Le sens de « gestion commune de la forêt » a été doublement dénaturé, puisque les plantations de teck en régime de monoculture ne sont pas du tout des forêts biodiverses, et parce que la gestion commune est loin d'inclure le meurtre des membres de la population forestière.

« Que veut dire 'gestion commune' lorsque Perhutani tire sur les gens pour protéger la forêt et que les membres de la communauté deviennent ses victimes ? », demande Lidah Tani dans sa lettre de protestation. L'organisation dénonce que, sous prétexte de protéger la propriété étatique, Perhutani et ses gardes forestiers « tirent sur les habitants pauvres et opprimés des villages voisins de la forêt ». Depuis 1998, l'entreprise a tué 31 personnes, et 69 autres ont été battues ou blessées par les gardes forestiers.

Lidah Tani demande « que justice soit faite. Les auteurs des meurtres et des violations des droits de l'homme doivent être poursuivis, jugés et condamnés en conséquence. Nous appelons toutes les parties à cesser toute forme de violence et nous réclamons un système de protection forestière sans armes à feu. Nous exhortons les groupes d'agriculteurs et les organisations communautaires à cesser toute coopération avec Perhutani. Faites-le aujourd'hui ! N'attendez pas qu'il y ait une nouvelle victime ! »

Article fondé sur la « Lettre de protestation contre les meurtres d'habitants des villages en bordure de la forêt commis par Perhutani », disponible sur [http://www.wrm.org.uy/countries/Indonesia/Killing\\_Villagers.html](http://www.wrm.org.uy/countries/Indonesia/Killing_Villagers.html).

[index](#)

---

### – Ouganda : des milliers d'autochtones expulsés du parc national de Mount Elgon certifié par le FSC

En février 2008, le Service de la Faune et les Forces défensives de l'Ouganda ont expulsé plus de 4 000 personnes des communautés Benet et Ndorobo qui habitaient le parc national de Mount Elgon, dans l'Est du pays. Les maisons et les cultures ont été détruites, le bétail a été confisqué et les gens sont restés sans toit. Ils ont trouvé refuge où ils ont pu : dans des grottes et sous les arbres. Les plus chanceux sont restés dans une école primaire ou sont allés chez des gens de leur famille.

L'expulsion des Benet a commencé dix jours après qu'Annick Van de Venster, une touriste belge, a été abattue dans le parc national de Mount Elgon. D'après l'UWA, qui se charge de la gestion des parcs nationaux de l'Ouganda, les responsables avaient été des voleurs de bestiaux. Le directeur exécutif de l'UWA, Moses Mapesa, a dit : « Nous pensons que les gens qui ont tiré sur le groupe de touristes les ont pris pour les voleurs de bestiaux d'une bande rivale ».

L'UWA a utilisé la tragédie de la mort d'une touriste comme prétexte pour expulser les Benet. « Par suite de ces incidents », a dit Moses Mapesa, « l'UWA a estimé prudent de résoudre le problème de l'invasion du parc, qui de toute façon est illégale depuis que les limites du parc ont été redéfinies en 2002 ». Mapesa a affirmé que l'expulsion se faisait « avec humanité ». Il n'a pas expliqué comment on pouvait expulser les gens de leurs foyers et les laisser sans rien « avec humanité ».

En fait, les Benet ont légalement le droit de vivre dans le parc national de Mount Elgon. En octobre 2005, le Haut tribunal ougandais de Mbale a statué que les Benet étaient « les habitants autochtones historiques » de certaines parties du parc national. Selon cette décision, les Benet devaient être autorisés à « s'adonner à des activités agricoles » dans les zones sur lesquelles ils avaient des droits historiques.

Pourtant, Joshua Masereka, chef du parc national de Mount Elgon, ignore cette décision. « Nous avons toujours donné aux Benet le temps de quitter les lieux. Nous n'avons pas besoin d'eux dans le parc », a-t-il dit.

« C'est à cause de ce mépris du pouvoir des tribunaux que la justice est inaccessible pour les communautés pauvres et marginalisées de l'Ouganda », dit Chemisto Satya, directeur de programme d'ActionAid Ouganda. ActionAid a réclamé au gouvernement d'aider immédiatement les personnes expulsées, par le biais du ministère de Prévention des Désastres.

Le parc national de Mount Elgon a été certifié comme bien géré selon le système du Forest Stewardship Council. De toute évidence, la certification du FSC n'a pas servi à grand-chose au peuple autochtone Benet.

SGS Qualifor, l'organe de certification qui a délivré au parc le certificat FSC, connaît la décision du Haut tribunal selon laquelle les Benet sont les habitants autochtones historiques de Mount Elgon. « L'UWA a accepté la décision du tribunal dans le cas de la tribu Benet et a décidé de ne rien faire contre elle à moins de lui trouver d'autres terres (reconnaisant et respectant ainsi leurs droits) », dit le résumé public du Rapport de certification présenté par SGS Qualifor en 2007.

Mais lorsque l'UWA a expulsé les Benet en février de cette année, personne ne s'est soucié de leur trouver « d'autres terres ». En mai, une centaine de personnes qui avaient été expulsées du parc ont campé devant le Parlement à Kampala, pour exiger que le gouvernement leur donne des terres. Un mois plus tard, Nelson Chelimo, président du district de Kapchorwa, proche de Mount Elgon, a dit qu'il fallait d'urgence de l'aide alimentaire pour sauver la vie à plus d'un milliard de Benet. « Les gens n'ont pas d'aliments ni d'abri depuis que l'UWA et l'armée les ont expulsés », a dit Chelimo dans une déclaration.

Le Principe 3 du FSC, qui concerne les peuples autochtones, ne donne par aux gestionnaires des forêts le droit de les expulser « si on peut leur trouver d'autres terres », comme suggère SGS Qualifor dans son résumé public. Le Principe 3 dit que « Les droits juridiques et coutumiers des Peuples autochtones à posséder, à utiliser et à gérer leurs terres, leurs territoires et leurs ressources doivent être reconnus et respectés ». Donc, l'UWA ne peut satisfaire au Principe 3 qu'en reconnaissant et en respectant les droits des Benet « à posséder, à utiliser et à gérer leurs terres, leurs territoires et leurs ressources ».

En expulsant les Benet du parc national de Mount Elgon, l'UWA a montré son manque d'intérêt à respecter le Principe 3 du FSC ou la déclaration bien plus faible de SGS Qualifor, suivant laquelle les Benet ne seraient expulsés que si on

pouvait leur trouver d'autres terres. L'UWA a chassé les Benet à coups de pied et les a laissés sans feu ni lieu.

Le mois prochain, SGS Qualifor devra faire une inspection du parc national de Mount Elgon. Cette fois, elle sera bien forcée d'admettre que l'expulsion des Benet enfreint le Principe 3 du FSC. Pour la simple raison que la gestion du parc national ne respecte pas les principes du FSC en matière de peuples autochtones, le certificat devra être annulé.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

**Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts**  
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais  
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International  
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay  
Mel: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)  
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

